

<http://www.ujfp.org/spip.php?article253>



Au delà des mots, imposer le droit international-Le 20 juin 2009

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : lundi 22 juin 2009

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Au delà des mots, imposer le droit international

Le discours de Barack Obama au Caire marque une certaine rupture avec celui de Bush.

Rupture dans les mots : les musulmans n'incarnent plus l'ennemi, la guerre du « bien contre le mal » et le « choc des civilisations » semblent abandonnés. L'idée d'une guerre « préventive » contre l'Iran paraît écartée. Pour la première fois, un président américain a évoqué la souffrance des Palestiniens, l'occupation et le gel de la colonisation.

Pour autant, rien n'indique l'amorce d'un changement concret d'orientation et de politique de la part du gouvernement américain. La colonisation se poursuit. Obama a beaucoup plus abordé la problématique religieuse, passant sous silence la question coloniale. Certes, il s'est prononcé pour la création d'un Etat palestinien, mais l'empressement avec lequel il a approuvé ensuite le discours de Netanyahu, laisse plus que des doutes. Il est clair que, pour le gouvernement israélien, le futur Etat palestinien sera factice, réduit à de vagues bantoustans vassalisés et non viables.

La constante dans l'histoire du sionisme a toujours été la politique du fait accompli, la fuite en avant et la stratégie qui consiste à gagner du temps quand l'environnement est moins favorable.

Sans pressions fortes, et sanctions effectives il n'y a aucun espoir de voir le gouvernement israélien changer de politique.

La même destruction de la société palestinienne se poursuit : blocus de Gaza, maintien de 11.000 Palestiniens en prison dont de nombreux élus, extension de Jérusalem et des colonies, expulsions massives, destruction de maisons, menaces très graves contre la citoyenneté des Palestiniens d'Israël.

Exiger que les Etats-Unis, l'Europe, et les Etats arabes se décident à agir contre cette politique criminelle, passe par l'action de la société civile.

Il nous faut renforcer le BDS (boycott, désinvestissement, sanctions). Ce combat commence à porter ses fruits si l'on en juge par le retrait de la compagnie Veolia de la construction du tramway de Jérusalem. Un nouveau combat devient prioritaire : s'opposer à l'installation d'Agrexco, société d'import-export entre l'Europe et Israël sur le port de Sète.

L'UJFP soutient la création « d'un « Tribunal Russell » qui devrait aboutir à une condamnation morale des crimes de guerre commis à Gaza et au Liban deux ans avant.

Mais les sanctions contre la politique israélienne doivent aussi être juridiques ; aussi nous soutenons les nombreuses plaintes déposées auprès de la Cour pénale internationale ce qui contribuerait à la reconnaissance de sa compétence universelle.

Le 20 juin 2009